

N° 4945²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant approbation de la Décision des représentants des
Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil,
relative aux conséquences financières de l'expiration du Traité
CECA et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier,
adoptée le 27 février 2002

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES
ET EUROPEENNES ET DE LA DEFENSE**

(3.7.2002)

La Commission se compose de: M. Paul HELMINGER, Président; M. Emile CALMES, Rapporteur;
M. Willy BOURG, Mme Lydie ERR, MM. Ben FAYOT, Marcel GLESENER, Jacques-Yves
HENCKES, Jean HUSS, Laurent MOSAR, Jean-Paul RIPPINGER et Claude WISELER, Membres.

*

OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi prévoit la ratification de la Décision des représentants des Gouvernements des Etats
membres, réunis au sein du Conseil, relative aux conséquences financières de l'expiration du Traité
CECA et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier, adoptée le 27 février 2002.

*

HISTORIQUE

Le projet de loi sous rubrique a été déposé le 29 avril 2002. En date du 29 avril 2002 le projet de loi a
été soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

La Haute Corporation a émis son avis le 4 juin 2002 et marqué son accord avec le présent projet de
loi.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le Traité CECA expirant le 23 juillet 2002 les Hautes Parties contractantes avaient déjà prévu dans le
Traité de Nice un „*Protocole relatif aux conséquences financières de l'expiration du Traité CECA et au
Fonds de recherche du charbon et de l'acier*“. Ainsi les Hautes Parties contractantes avaient-elles fait
part, dans le préambule du Protocole susmentionné, de leur souhait que soient réglées certaines ques-
tions relatives à l'expiration du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier
(CECA).

Par ailleurs, le préambule stipulait que la propriété des fonds CECA serait conférée à la Communauté
européenne tout en tenant compte du fait qu'il était souhaitable d'utiliser ces fonds pour la recherche
dans les secteurs liés à l'industrie du charbon et de l'acier.

Or, il y a lieu de constater que le Traité de Nice n'a pas encore été ratifié par tous les Etats membres
de l'Union européenne. L'entrée en vigueur du Traité de Nice ne pourra donc pas avoir lieu avant le

23 juillet 2002. Il en résulte que les Etats membres se devaient d'agir rapidement pour éviter un vide juridique résultant de la situation décrite ci-dessus.

En date du 27 février 2002 les représentants des Gouvernements des Etats membres, rappelant que „l'objectif final déclaré par les Etats membres est le transfert des fonds CECA à la Communauté européenne (CE) et la création d'un Fonds commun de recherche dans les secteurs liés aux industries du charbon et de l'acier“, ont décidé de charger la Commission, à titre provisoire et en attendant le transfert, de la gestion du patrimoine actif et passif de la CECA à compter du 24 juillet 2002. En outre, il a été retenu qu'une „diminution des fonds pendant cette gestion provisoire ne saurait entraîner d'obligation supplémentaire pour les Etats membres“.

La Décision du 27 février 2002 des représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil prévoit des règles précises relatives à la mise en oeuvre de cette dernière dont les points les plus significatifs sont les suivants:

- *le patrimoine est géré par la Commission de façon à en assurer une rentabilité à long terme. Le placement des avoirs disponibles doit avoir pour objectif d'obtenir le rendement le plus élevé possible dans des conditions de sécurité;*
- *les recettes nettes ont une affectation particulière, à savoir le financement des projets de recherche qui, dans les secteurs liés à l'industrie du charbon et de l'acier, ne sont pas couverts par le programme-cadre de recherche. Elles constituent le Fonds de recherche du charbon et de l'acier et sont gérées par la Commission;*
- *les recettes non utilisées et les crédits disponibles au 31 décembre d'une année au titre de ces recettes sont d'office reportés sur l'année suivante. Ces crédits ne peuvent pas faire l'objet d'un virement vers d'autres postes du budget;*
- *les dépenses administratives qui résultent des opérations de la liquidation, de placement et de gestion visées dans la présente décision et qui correspondent aux dépenses établies à l'article 20 du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, du 8 avril 1965, dont le montant a été modifié par décision du Conseil du 21 novembre 1977, sont prises en charge par la Commission par le transfert annuel d'un montant forfaitaire de 3,3 millions d'euros prorata temporis au budget de l'Union européenne à partir de la réserve de capital du fonds.*

Le Traité CECA venant à expiration le 23 juillet 2002, la Décision des Etats membres réunis au sein du Conseil sera d'application le 24 juillet 2002, d'où l'urgence de la ratification. La Décision cessera de sortir ses effets au moment où le patrimoine des fonds CECA sera effectivement transféré à la Communauté européenne, conformément au Protocole annexé au Traité de Nice, une fois ce dernier en vigueur.

Bien que la Chambre des Députés ait déjà adopté les termes de la présente Décision, mis à part les aménagements juridiques résultant des circonstances relatées ci-dessus, en ratifiant le Traité de Nice auquel le „Protocole relatif aux conséquences financières de l'expiration du Traité CECA et au Fonds de recherche du charbon et de l'acier“ est annexé, il est toutefois nécessaire de ratifier la Décision sous rubrique afin de parer à tout risque de vide juridique pour la période entre l'expiration du Traité CECA et l'entrée en vigueur du Protocole CECA annexé au Traité de Nice.

*

CONCLUSION

Par son avis du 4 juin 2002 le Conseil d'Etat a recommandé l'approbation du présent projet de loi.

Compte tenu des considérations qui précèdent, la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense se rallie à l'avis du Conseil d'Etat et recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi sous rubrique.

Luxembourg, le 3 juillet 2002

Le Rapporteur,
Emile CALMES

Le Président,
Paul HELMINGER